

N° Consultation : CRN MP 2503

Agence Régionale de Santé ARA

Marché de prestations intellectuelles

Prestations d'appui à la performance des établissements de santé

Lot 1 : Prestations d'analyse comparative sur l'ensemble des champs de la performance des établissements de santé

Lot 2 : Prestations d'accompagnement à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'amélioration sur un champ donné de la performance des établissements de santé

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

- Appel offre ouvert
Article L.2124-1 du code de la commande publique
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

SOMMAIRE

DEFINITIONS	4
1 DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE	4
1.1 Objet	4
1.2 Allotissement	4
1.3 Groupement d'ARS.....	5
1.4 Procédure	5
1.5 Prestations similaires	5
1.6 Durée de l'accord-cadre.....	6
1.7 Montant de l'accord-cadre	6
1.8 Langue d'exécution du marché public	6
2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	7
3 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
3.1 Obligations environnementale.....	7
3.2 Performance énergétique.....	7
4 MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	8
4.1 Lot 1 : Prestations d'analyse comparative.....	8
4.2 Lot 2 : Prestations d'accompagnement	9
5 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	10
6 PENALITES	10
6.1 Retard imputable au titulaire	10
6.2 Retard non imputable au titulaire.....	10
6.3 Pénalités d'exécution et d'absence d'exécution	11
6.4 Pénalités liées aux obligations administratives.....	11
6.5 Pénalité liées aux obligations environnementales	11
7 SOUS-TRAITANCE	11
8 LIEU D'EXECUTION	12
9 SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	12
9.1 Tableau de suivi.....	12
9.2 Relations entre les parties	12
9.3 Confidentialité.....	12
9.4 Capitalisation des connaissances.....	13
10 OBLIGATIONS DES PARTIES	13
10.1 Obligations du titulaire	13
10.2 Assurances.....	14
10.3 Obligation des ARS.....	14
10.4 Dispositions en cas de non-respect des obligations.....	14
11 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	14
11.1 Préambule – précisions terminologiques	14
11.2 Description du traitement des données à caractère personnel	15
11.3 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur	15

11.4 Sous-traitance des activités de traitement	15
11.5 Droit d'information & exercice des personnes	15
12 MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC	16
12.1 Modifications relatives au Titulaire	16
12.2 Clause de réexamen	17
13 DEFAILLANCE DU TITULAIRE	17
14 REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	17
14.1 Prix de l'accord-cadre : lot 1.....	18
14.2 Prix des marchés subséquents : lot 2	18
14.3 Forme et évolution des prix (lot 1 et lot 2)	18
14.4 Avance	19
14.5 Modalités de facturation et de règlement	19
15 RESPONSABILITE - ASSURANCES	21
16 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	21
16.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	21
16.2 Résiliation aux torts du Titulaire	21
16.3 Résiliation pour événements liés au marché.....	22
16.4 Exécution aux frais et risques.....	22
17 LITIGES	22
18 SITUATION FISCALE ET SOCIALE	22
19 REGLEMENT DES LITIGES	23
20 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	23

DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement ATTRI1

CCAG PI : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

Coordonnateur du groupement de commandes : ARS, représenté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Il est désigné « Coordonnateur » dans le CCAP du présent marché.

Comptables assignataires : comptables des Etablissements :

ARS : Agence Régionale de Santé, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé.

Marché public : Marché à forfait et accord-cadre

Pouvoir(s) adjudicateur(s) : Agence Régionale de Santé (ARS)

Représentant du(es) pouvoir(s) adjudicateur(s) (RPA) : pour l'ARS, le directeur ou la directrice ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été accepté et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

1 DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE

1.1 OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de proposer aux différents établissements de santé des régions du groupement d'ARS des prestations d'appui sur l'ensemble des champs de la performance.

1.2 ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est décomposé en deux lots distincts :

- **Lot 1** : Le premier lot concerne la réalisation de prestations d'analyse comparative (benchmark) sur divers périmètres de la performance en établissement de santé. Une prestation d'analyse comparative, établie sur un champ donné, sera contractualisée par cet accord-cadre et couvrira tout ou partie des unités d'œuvres nécessaires à sa mise en œuvre (UO 1 à UO 12).
- **Lot 2** : Le second lot concerne l'accompagnement d'un établissement de santé ou un groupe d'établissements ayant fait l'objet préalablement d'une analyse comparative ou non, à l'élaboration et à la mise en œuvre de leur plan d'amélioration sur un champ donné. Le lot sera mobilisable pour un accompagnement individuel ou collectif. Chaque

établissement ou groupe d'établissement, accompagné sur un périmètre préalablement défini, contractualisera un marché subséquent qui couvrira tout ou partie des unités d'œuvres nécessaires à sa mise en œuvre (UO 13 à UO 17).

1.3 GROUPEMENT D'ARS

Les ARS, établissements autonomes, ont constitué un groupement de commande en application des articles L2113-6 à L2113-8 du code de la commande publique.

Il est convenu que chacun des membres du groupement aura la charge d'établir ses propres bons de commande pour le lot 1 et ses propres marchés subséquents pour le lot 2, en fonction des besoins du territoire.

Les ARS concernées par cet accord-cadre sont les suivantes :

- ARS Auvergne-Rhône-Alpes (ARS ARA porteuse du présent accord-cadre) ;
- ARS Grand Est ;
- ARS Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy ;
- ARS Hauts-de-France ;
- ARS Ile-de-France ;
- ARS Nouvelle Aquitaine ;
- ARS Occitanie ;
- ARS Réunion.

Les ARS, établissements autonomes, ont constitué un groupement de commande en application des articles L2113-6 à L2113-8 du code de la commande publique ; il est convenu que chacun des membres du groupement aura la charge d'établir ses propres bons de commande pour le lot 1 et ses propres marchés subséquents pour le lot 2, en fonction des besoins du territoire.

L'ARS ARA est désignée coordonnatrice du groupement. Elle est chargée d'assurer la passation de la procédure, de signer et de notifier le marché public au nom des autres agences, et de contractualiser les éventuels avenants en cours d'exécution du marché.

Les ARS, chacune pour ce qui les concerne, s'assurent de la bonne exécution du marché.

1.4 PROCEDURE

Le marché est passé selon la procédure formalisée (appel d'offres ouvert) conformément aux articles L2124-1, L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique,

- **Pour le lot n° 1**, le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire avec émission de bons de commande ;
- **Pour le lot n° 2**, le marché prend la forme d'un accord-cadre multi-attributaires avec conclusion de marchés subséquents. Il sera attribué à trois prestataires, sous réserve d'un nombre suffisant d'offres acceptables. Il appartient à chaque ARS engagée dans le groupement de conclure ou non des marchés subséquents.

1.5 PRESTATIONS SIMILAIRES

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

1.6 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée d'un an. Il sera renouvelable par tacite reconduction par période de 1 (un) an, trois fois, dans la limite de trois reconductions.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à sa reconduction.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur devra notifier sa décision trois mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

1.7 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Pour le lot 1, le montant estimé pour l'ensemble de l'accord-cadre, sur sa durée totale (4 ans) est de 2 800 000 € HT. Le montant maximum est de 3 500 000 € HT.

Pour le lot 2, le montant estimé pour l'ensemble de l'accord-cadre, sur sa durée totale (4 ans) est de 2 800 000 € HT. Le montant maximum est de 3 500 000 € HT.

Les montants sont communiqués à titre indicatif et n'emportent pas d'obligation contractuelle.

1.8 LANGUE D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

1.8.1 Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

1.8.2 Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

1.8.3 Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix.

Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

Pour chaque lot :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière à l'acte d'engagement (BPU, simulation de commande) ;
- Les bons de commandes et les marchés subséquents ;
- Le présent CCAP et ses annexes ;
- Le CCTP et ses annexes ;
- Le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre.
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et ci-après désigné le CCAG-PI

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, en cas de contradiction ou de différence, les pièces contractuelles du marché prévalent entre elles dans l'ordre de priorité où elles sont mentionnées ci-dessus.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché. En cas de contestations, seul fait foi l'exemplaire original des pièces particulières conservé par l'ARS ARA, porteuse du groupement.

3 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

3.1 OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire s'engage à limiter l'empreinte environnementale des services numériques proposés, en utilisant des serveurs et infrastructures certifiés « énergie verte » ou équivalent. Une attestation pourra être demandée pour garantir que les données sont hébergées sur des plateformes respectueuses des normes environnementales reconnues.

Une évaluation de l'empreinte carbone associée aux services rendus devra être fournie par le titulaire au pouvoir adjudicateur, avec des recommandations pour réduire cet impact (par exemple, optimisation des algorithmes, réduction de la consommation d'énergie pour le traitement des données).

Toute documentation, rapport ou communication lié à l'exécution du marché devra être dématérialisé, sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur. En cas d'impression nécessaire, elle devra être réalisée sur papier recyclé et avec des encres écologiques.

3.2 PERFORMANCE ENERGETIQUE

Les prestations fournies par le titulaire devront intégrer des solutions permettant de réduire les consommations énergétiques liées à l'utilisation de la plateforme et des services proposés, notamment par la mise à disposition d'outils d'analyse de performance énergétique et numérique.

Le titulaire devra garantir que l'hébergement des données et des services fournis est réalisé dans des datacenters utilisant des sources d'énergie renouvelable ou neutres en carbone.

4 MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

4.1 LOT 1 : PRESTATIONS D'ANALYSE COMPARATIVE

4.1.1. Emission des bons de commande

Pour le lot n° 1, l'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par chacune des ARS du groupement, transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités des prestations ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC

4.1.2. Délais d'exécution des bons de commande

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public, dès lors qu'ils lui ont été notifiés avant l'expiration de l'accord-cadre, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance de l'accord-cadre. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG PI, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Agence concernée et le représentant du coordonnateur du marché dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un mail de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

4.1.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

Dans l'hypothèse où le Titulaire serait amené à déclarer ne pas être en mesure d'exécuter le ou les bons de commande dans les conditions fixées par le pouvoir adjudicateur, ou de prendre en charge de nouvelles prestations, et au regard des seuils de mise en concurrence prévus par les textes, l'Acheteur se réserve la possibilité de contractualiser auprès d'un opérateur économique tiers, ou d'effectuer une mise en concurrence spécifique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de recourir à des tiers pour l'acquisition de prestations prévues au présent marché public, sous réserve que le montant des prestations ne dépasse pas 5 % du montant maximum en euros HT du marché et par an.

4.2 LOT 2 : PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT

4.2.1. Modalité de passation des marchés subséquents

Les remises en concurrence se feront par voie dématérialisée.

Information des titulaires de l'accord-cadre dans le cadre d'un nouveau marché subséquent :

Lors de la survenance du besoin, les ARS membres du groupement transmettent aux titulaires de l'accord-cadre les documents suivants :

- une lettre de consultation rappelant notamment les modalités de passation des marchés subséquents ;
- le délai ou calendrier souhaité pour la réalisation de la prestation ;
- la nature et la description des prestations à réaliser (type d'UO) ;
- une estimation du nombre d'établissements concernés (par tranche) ;
- une estimation du nombre d'UO de chaque type à mobiliser ;
- La ou les région(s) concernée(s) ;
- le délai de remise des offres souhaité.

Pièces obligatoires remises à l'appui de l'offre :

Les titulaires de l'accord-cadre envoient une réponse sous la forme d'un mémoire technique reprenant :

- la méthodologie d'intervention, exposant la compréhension du besoin, de la thématique et les modalités d'exécution de la mission ; le candidat devra notamment exposer les mesures organisationnelles qu'il envisage de mettre en œuvre ;
- le planning d'exécution ;
- une proposition du nombre d'UO de chaque type à mobiliser ;
- l'équipe projet désignée ;
- la nature des livrables produits ;
- le prix HT et TTC des prestations.

Les offres des titulaires non-conformes aux engagements notamment techniques pris lors de la passation de l'accord-cadre seront jugées irrégulières.

Commandes complémentaires :

Des commandes complémentaires pourront être passées au titre des marchés subséquents si nécessaire. Notamment en cas d'adhésion d'établissement supplémentaires à la démarche d'analyse comparative.

4.2.1. Obligation de présenter une offre aux marchés subséquents

Les titulaires de l'accord-cadre (lot 2) s'engagent à répondre aux marchés subséquents lorsqu'ils sont sollicités en présentant des offres régulières, acceptables et appropriées. Les ARS du groupement se réservent la faculté d'exclure de l'accord-cadre un titulaire qui, par trois fois, n'a pas répondu à une consultation pour un marché subséquent ou a répondu par une offre hors-délai, irrégulière, inacceptable ou inappropriée.

4.2.2. Echec de la remise en concurrence (marchés subséquents)

Dans l'hypothèse où, suite à une remise en concurrence des titulaires, aucune offre n'est déposée ou acceptable, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit de négocier directement

avec un des titulaires de l'accord-cadre soit, en cas d'incapacité des titulaires, de choisir une entreprise en-dehors de l'accord-cadre.

5 VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du CCAG PI.

6 PENALITES

Par dérogation avec l'article 14 du CCAG PI, les pénalités sont dues dès le premier euro. Les pénalités seront appliquées sur simple constat du pouvoir d'adjudicateur, en l'absence de toute mise en demeure préalable du titulaire.

6.1 RETARD IMPUTABLE AU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI lorsque le planning établi lors de l'établissement du bon de commande pour le lot 1 et de la réunion de démarrage du marché subséquent pour le lot 2 n'est pas respecté, le titulaire sera passible d'une pénalité de 100€ par jour de retard.

Le titulaire, en cas d'absence non justifiée à une réunion, est également passible d'une amende de 150 € par réunion.

Toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par les ARS du retard par rapport aux délais d'exécution (délais partiels, délai global), sans mise en demeure.

Tout jour commencé est compté en totalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI :

- Le montant total des pénalités ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.
- Lorsque le planning établi n'est pas respecté, le titulaire est passible d'une pénalité de 100€ par jour de retard.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Le titulaire, en cas d'absence non justifiée à une réunion, est également passible d'une amende de 150 € par réunion. Sera également considéré comme absence le titulaire représenté par une personne ne disposant pas de la connaissance suffisante de la mission concernée.

Toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par l'ARS ARA du retard par rapport aux délais d'exécution (délais partiels, délai global), sans mise en demeure.

Tout jour commencé est compté en totalité.

6.2 RETARD NON IMPUTABLE AU TITULAIRE

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'ARS, ou si une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (notamment un événement ayant le caractère de force majeure), les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

6.3 PENALITES D'EXECUTION ET D'ABSENCE D'EXECUTION

En dérogation à l'article 14 CCAG PI : des pénalités d'exécution pourront être imputées au titulaire dans l'hypothèse où les livrables ne sont pas strictement conformes aux caractéristiques définies dans le marché subséquent. Cela peut concerner :

- Des erreurs dans l'analyse des données recueillies ;
- Chaque erreur donnera lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire à hauteur de 100 € hors taxes.
- Absence de transmission des données en fin de marché subséquent ou préalablement à une mission d'accompagnement en violation des dispositions de l'article 4.4 du présent document ;
- Un format de transmission des informations non conforme à celui demandé dans le marché subséquent ;
- Un taux de disponibilité des services Web inférieur à celui sur lequel le titulaire s'est engagé dans son mémoire technique.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus, une réfaction de 30% du montant de la facture correspondant à ces prestations sera appliquée conformément aux articles 29 et suivants du CCAG PI.

6.4 PENALITES LIEES AUX OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

- Retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

En cas de retard de production des documents, il sera appliqué une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard jusqu'à la production des pièces nécessaires à la régularisation du marché.

- Retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail :

En cas de retard de production du document, il sera appliqué une pénalité de 10 euros par jour ouvré jusqu'à la production de la pièce nécessaire à la régularisation du marché.

6.5 PENALITE LIEES AUX OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

La non remise de l'évaluation de l'empreinte carbone associée aux services rendus prévu par le présent CCAP sera pénalisé de 100 € par jours ouvrés de retard.

L'absence de délivrance d'attestation annuelle (à date anniversaire du présent marché) prouvant l'hébergement des données et des services fournis est réalisé dans des datacenters utilisant des sources d'énergie renouvelable ou neutres en carbone par le titulaire sera pénalisée par 100 € de jours ouvrés de retard.

7 SOUS-TRAITANCE

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'ARS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

8 LIEU D'EXECUTION

Cf article 4.1 du CCTP.

9 SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

9.1 TABLEAU DE SUIVI

Le représentant du pouvoir d'adjudicateur organise semestriellement une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le Titulaire.

Le Titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur quinze jours avant la tenue de la réunion semestrielle un état récapitulatif de l'exécution du marché public, tout établissement confondu.

9.2 RELATIONS ENTRE LES PARTIES

Le titulaire doit désigner, dès la notification du marché, au moins un représentant habilité à le représenter auprès des ARS du groupement pour l'exécution du marché.

En cas de remplacement du représentant du titulaire pendant la durée de validité du marché, le groupement d'ARS doit en être informé par tout moyen permettant de dater la réception de l'avis. Ce dernier sera chargé de veiller à la bonne exécution des prestations et à leur conformité avec les livrables spécifiés dans le présent document.

De leur côté, chaque ARS du groupement désigne, au sein de leur personnel, un interlocuteur unique pour le titulaire. Il s'agit d'un référent métier chargé de superviser la réalisation de la prestation au sein de leur Agence et d'un interlocuteur administratif chargé des aspects liés aux services d'achat.

9.3 CONFIDENTIALITE

Les supports informatiques et documents fournis par les ARS au Titulaire restent la propriété des Agences.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition. Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

9.4 CAPITALISATION DES CONNAISSANCES

Le titulaire s'engage à fournir des documents spécifiques dédiés à la capitalisation des projets :

L'objectif est de fournir au pouvoir adjudicateur les éléments méthodologiques qui pourraient s'avérer utiles pour des projets ultérieurs.

10 OBLIGATIONS DES PARTIES

10.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- À assumer une stricte confidentialité des informations auxquelles auront accès ses intervenants au cours de cette mission, à protéger tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis soit avant notification du marché, soit au cours de son exécution et notamment pour les documents présentant un caractère confidentiel afin notamment que les informations ne soient pas divulguées à un tiers qui n'a pas à les connaître ;
- À respecter les règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché ;
- À respecter une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations et l'obligation de discrétion décrite à l'article 5 du CCAG-PI.
- Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition d'un accord préalable ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- Au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - . S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - . Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable.

10.2 ASSURANCES

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours) compter de la réception de la demande.

10.3 OBLIGATION DES ARS

Les ARS du groupement s'engagent à mettre en permanence à disposition du titulaire un interlocuteur habilité à lui fournir tout renseignement utile et nécessaire à la réalisation des prestations.

10.4 DISPOSITIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'ARS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

11 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

11.1 PREAMBULE – PRECISIONS TERMINOLOGIQUES

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

11.2

11.2 DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur et pour la durée du présent marché public les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations objet du présent marché.

11.3 OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE L'ACHETEUR

(article 28.3 RGPD)

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
- si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - ✓ s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - ✓ reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

11.4 SOUS-TRAITANCE DES ACTIVITES DE TRAITEMENT

(articles 28.2 et 28.4 RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

11.5 DROIT D'INFORMATION & EXERCICE DES PERSONNES

(articles 13 à 15 RGPD)

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD)

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 48 heures après en avoir pris connaissance par courrier électronique.

Sort des données (article 28.3.g du RGPD)

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit :

☐ Détruire toutes les données à caractère personnel ;

☒ Envoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le titulaire du marché public doit justifier par écrit de la destruction.

12 MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC

12.1 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

12.2 CLAUSE DE REEXAMEN

Selon les dispositions de l'article R2194-1 précité, le marché prévoit les clauses de réexamen suivantes :

- Des prestations supplémentaires sont devenues nécessaires,
- En cas d'intégration d'une nouvelle ARS à l'accord-cadre,
- Un nouveau Titulaire se substitue au Titulaire initial du marché ;
- Tout changement lié au statut du Titulaire ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- La modification du montant maximum annuel de l'accord-cadre n'entraînant pas de modification substantielle de ce dernier ;
- La prise en compte de toute situation imprévisible en raison d'une crise sanitaire, d'une crise énergétique, d'une hausse des prix des matières premières ou autre afin d'ajuster les prestations en conséquence et d'éviter toute situation de blocage.

L'acheteur pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu, accepter temporairement et de manière exceptionnelle un rallongement des délais d'exécution du marché.

Il est précisé que le titulaire ne pourra s'opposer à l'entrée en cours d'exécution d'une ou plusieurs ARS non adhérentes au moment de la notification. Cette ou ces entrée(s) n'ouvriront droit à aucune indemnité en faveur du titulaire.

13 DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'ARS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

14 REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

Les prestations, objet du présent marché, sont financées par les budgets annexes des ARS du groupement.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution des prestations. Il s'agit notamment des frais de déplacement, d'hébergement et de repas du personnel du titulaire, du transport et de la réalisation des livrables, des communications téléphoniques émanant du titulaire et les taxes fiscales ou parafiscales frappant obligatoirement les prestations objet du marché et, de manière générale, de tous les frais occasionnés par l'exécution de la prestation.

D'une manière générale, pour l'ensemble des lots, les prestations hors site seront toujours prioritaires, et tout déplacement sur site devra être organisé en concertation avec l'ARS en charge de la commande.

Dans l'hypothèse d'un déplacement, impératif et accepté, sur le site d'une ARS ultramarine, les frais d'avion pourront être facturés par le titulaire à due concurrence des sommes engagées sur la base du tarif "économie premium" ou équivalent.

En fonction de l'organisation de l'ARS concernée, la réservation sera ou non réalisée par l'ARS sur la base du tarif "éco premium ou équivalent" en lien avec le référent métier chargé du suivi du marché, pour la prise en compte de la période du voyage et des horaires de vol souhaités.

14.1 PRIX DE L'ACCORD-CADRE : LOT 1

L'accord-cadre est conclu à prix unitaire.

Pour chaque lot, les prix figurent dans le Bordereau des Prix Unitaire (BPU) annexé à l'Acte d'Engagement.

14.2 PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS : LOT 2

Les marchés subséquents seront traités à prix forfaitaire, et, s'agissant des commandes complémentaires, à prix unitaire. Les prix sont établis dans les documents des marchés subséquents.

Les prix fixés dans un marché subséquent sont fermes sur la durée totale du marché subséquent. Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

14.3 FORME ET EVOLUTION DES PRIX (LOT 1 ET LOT 2)

Rappel : pour le lot 2, les prix fixés dans le cadre d'un marché subséquent **sont fermes sur la durée totale du marché subséquent signé.**

14.3.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes durant la première année d'exécution.

Ils sont révisibles chaque année à la date anniversaire du marché, **sur demande du Titulaire, et sous réserve de soumission des propositions au plus tard un mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre**, par mail à l'adresse suivante : ars-ara-marches@ars.sante.fr

Dans cette proposition, le Titulaire affiche la formule de façon à faire apparaître l'indice précédent et le nouvel indice.

A défaut de communication par le Titulaire du marché de la proposition de prix révisés dans le délai imparti, les prix de la période précédente continueront à s'appliquer pour la nouvelle période du marché.

Les nouveaux prix sont applicables au 1er du mois qui suit l'acceptation de la variation de prix par l'Acheteur.

14.3.2.- Modalités de variation des prix

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 \times (\text{Ind}1r / \text{Ind}1o))$$

L'index de référence : Indice du coût du travail - Coût horaire - Tertiaire (NAF rév. 2 sections G à N) - Base 100 en 2020 Identifiant 010762001.).

Avec :

- . P = prix révisé
- . Po = prix d'origine à la **date de remise des offres**
- . Indo = valeur de l'index à la date d'établissement des prix
- . Indr = valeur du dernier index connu et publié au 1er jour du mois de révision

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de mail et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire :

- L'indice de remplacement publié,

Ou :

- Si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

L'index de référence I édité par l'INSEE est l'indice **SYNTEC** (site : www.insee.fr).

- . I = valeur de l'indice SYNTEC en vigueur le mois précédent celui au cours duquel commence la période de reconduction du marché.
- . Io = valeur de l'indice au mois de la date limite de remise des offres ou de la date de remise de l'offre finale du Titulaire en cas de négociation (mois Mo).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

14.4 AVANCE

Sauf renonciation expresse du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

14.5 MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

14.5.1 Facturation

Après exécution des prestations, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;

- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

Les éléments détaillés ci-dessus sont entendus individuellement, pour chaque ARS membre du groupement

14.5.2 Echancier de paiement

Le paiement des prestations interviendra sur présentation d'une facture, après service fait (terme échu).

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes, dès lors que la durée d'exécution des prestations prévues au bon de commande excède trois mois calendaires.

14.5.3 Modalités de paiement

Le paiement des prestations se fait par virement administratif, selon l'échéancier prévu à l'article 8.3.5 du présent CCAP.

L'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, relative au développement de la facturation électronique, organise l'obligation de transmission des factures aux structures publiques par voie dématérialisée. En application de cette ordonnance, les entreprises doivent transmettre leurs factures via le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

14.5.4 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'Acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures électroniques transmises par le titulaire comportent les mentions suivantes :

- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du marché :
 - Lot 1 : CRNMP 25-03-01
 - Lot 2 : CRNMP 25-03-02
- La date de livraison ;
- La quantité et la dénomination précise des articles livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes des articles livrés ;
- Le montant total hors taxes des fournitures admises ;
- Le montant et le(s) taux de TVA applicable(s) ;
- Tout rabais, remise, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables ;
- Le montant TTC

Pour les marchés subséquents, chaque ARS communiquera le numéro de marché au prestataire à indiquer dans sa facturation.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les ordonnateurs chargés d'émettre les titres de paiement sont les directeurs des ARS.
Les comptables chargés du paiement sont les agents comptables des ARS.

14.5.5 Délai de paiement

Le délai global de paiement est fixé selon les articles L. 2192-10 et L. 2192-12 à L. 2192-15 du Code de la Commande Publique. Pour la liquidation des intérêts moratoires, le taux à prendre en compte est le taux en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir : un seul taux s'applique pour toute la durée du marché.

14.5.6 Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois. Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

15 RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et des ARS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'ARS au Titulaire.

16 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

16.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire. Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

16.2 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'ARS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 39 du CCAG PI, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'ARS peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre, si les dispositions de l'article 4.2 du CCTP ne sont pas respectées, sous réserve de la mise en demeure préalable, notifiée au titulaire, de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse. La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

16.3 RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Conformément à l'article 38 du CCAG PI, l'ARS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché ;
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

16.4 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

L'ARS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 27 du CCAG PI.

17 LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

18 SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;

- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ARS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

19 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tribunal administratif de Lyon
184, rue Duguesclin
69003 LYON

20 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles de l'accord-cadre	Articles du CCAG PI
4	4.1
5.2.2	13.3.2
5.5 et suivants	14 et suivants
12.1	40